

## AGENDA

Mercredi 8 décembre, à 20h, à Paris 2<sup>e</sup>, **soirée en duplex avec Cancun**, à l'occasion du 16<sup>e</sup> rassemblement mondial sur le climat, toujours face à l'urgence d'agir contre les émissions de CO<sub>2</sub>, cause du réchauffement climatique\*. Si les peuples, si les mouvements sociaux ne s'en mêlent pas, les décisions prises, s'il y en a, ne seront pas à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. C'est pourquoi Via Campesina a lancé un appel pour « Mille Cancun » dans le monde. En écho à cet appel, le collectif Urgence climatique - Justice sociale (UCJS) et Jacques Boutault, maire du 2<sup>e</sup> arrondissement, vous invitent à cette rencontre avec des militants sur place qui rendront compte de l'avancée des négociations dans le sommet officiel et des débats et mobilisations de mouvements sociaux présents à Cancun.  
Mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement, 8, rue de la Banque (Mo Bourse)

Jeudi 9 décembre, de 17h à 18h — rediffusion le mercredi 16 décembre de 10h à 11h, émission des Périphériques vous parlent sur Fréquence Paris Plurielle (106.3 bande FM ou en direct sur le net [www.rfpp.net](http://www.rfpp.net)) : entretien avec Roger Lenglet à l'occasion de la sortie du livre d'André Aschieri *Mon combat contre les empoisonneurs* (écrit en collaboration avec Roger Lenglet) aux éditions La Découverte. « Comment les industriels s'organisent pour continuer à vendre leurs produits toxiques et comment les citoyens se mobilisent pour leur répondre. » Lobbyings industrialo-politiques, remise en cause du principe de précaution, nanotechnologies et écotoxicologie...  
Roger Lenglet, philosophe et journaliste d'investigation, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Profession corrupteur* et *Les lobbyings de la santé*.

Vendredi 10 et samedi 11 décembre à 20h30, et dimanche 12 à 18h, à Paris, **Champs de révolte** : performance musicale, slamée, poétique et engagée. Autour des poèmes de révolte de Jacques Prévert dit par Eric Feldman, s'imbrique le slam de Gérard Mendy (cofondateur de *Slam et compagnie*), le tout mis en musique par Hervé Krief. Ce « Champs de révolte » surprend par sa belle énergie. Poésie en avant pour dire la souffrance mais toujours la tête haute.  
A chaque thème révélé par le poète (dit par le comédien Eric Feldman), les mots du slameur Gérard Mendy répondent et viennent à leur tour raconter le mal d'aujourd'hui. Ces chants se transforment en mots d'émancipation, en un appel poétique, à faire chacun un pas pour transformer ensemble le monde dans lequel nous vivons. Sur une musique pleine de rythme, de groove et d'improvisation d'Hervé Krief, les spectateurs sont interpellés à agir aussi. Les images vidéos créées en direct par Olivier Azam sont projetées et illustrent ou soulignent les chants.  
<http://www.leventseleve.com/>  
Le vent se lève, 181, av. Jean Jaurès, 19<sup>e</sup> (Mo Ourcq, Porte de Pantin)  
réservations 01 77 17 40 39

Vendredi 10 décembre à 18h30, à Paris 19<sup>e</sup>, retour sur l'expérience du bulletin *Jusqu'ici\*\**, hebdomadaire de lutte pendant le mouvement contre la réforme des retraites 2010.  
Repas de soutien (chorba mouton et végétarienne). Cuisine 16h, repas 19h, discussion 20h.  
Instruments de musique bienvenus !

Nous discuterons autour de 3 questions :

- Par rapport à la critique existante des médias dominants, comment faire pour créer ou cultiver un discours sur les actions politiques que nous menons ? Autrement dit, loin de la séparation traditionnelle entre lutte et médias, quels types de supports, quels langages et quelles images pouvons-nous construire comme expressions de nos imaginaires et de nos vies ?
- Face à la numérisation de l'information et à l'explosion de l'usage d'internet, pourquoi continuer à publier sur papier, à émettre sur les ondes et à projeter des films en salle ? Quelles forces et quelles possibilités permettent ces modes traditionnels de diffusion et de production de l'information, notamment lorsqu'elle est en lutte contre la société industrielle et capitaliste ?
- Quels moyens pouvons-nous mettre en œuvre pour renforcer la circulation d'informations et permettre de meilleures liaisons entre nos luttes ?

Programme sur <http://www.cip-idf.org/>

CIP-IDF, 14-16, quai de Charente (Mo Corentin-Cariou).

Samedi 11 décembre, 13h-23h, journée sur la liberté d'expression organisée par Radio Libertaire — **Sous réserve en raison de l'expulsion programmée de la coordination**

13h : accueil, tables de presse au 1<sup>er</sup> étage (Radio Libertaire, *Le Monde Libertaire*, Publico, CQFD, *La Mèche*, *Creuse Citron*, Groupes de la Fédération anarchiste...).

Emissions en direct 2<sup>e</sup> étage :

> 13h30 : La liberté d'expression, avec Philippe Raulin, Normand Baillargeon, Christiane Passevant.

> 15h30 : La critique des médias, avec Normand Baillargeon, Acrimed (sous réserve), Stéphane Troplain.  
> 17h30 : Les alternatives en actes avec *La Mèche* (Carlo Santulli), *CQFD* (Marie-Anne Boutoleau), *Le Monde Libertaire* (François Mercier, Thierry Porré), *Creuse Citron* (Francis Laveix).  
15h : RDC, Théâtre de l'Opprimé ; atelier/expo/discussion, avec des dessinateurs du Monde libertaire (les krokagas, Fred Lardon)  
19h : repas  
Projections :  
> 20h : Tribuna Latino Americana présentera l'expérience de la TV alternative chilienne Señal 3 dans un quartier populaire de Santiago (la Victoria), avec un court film de 8'sous-titré en français.  
> 20h30 : *Un Poquito de Tanta verdad*, de Jill Freidberg (2006, 90 min) : documentaire sur les radios pirates au Mexique, montrant leur rôle pendant la Commune d'Oaxaca.  
Concerts : 20h, Denis Van ; 21h, Les Voyageurs ; 22h, Guarapita.  
CIP-IDF, 14-16, quai de Charente (Mo Coirentin-Cariou).

#### \* De Copenhague en décembre 2009 à Cancun en décembre 2010

Un mouvement international pour la justice climatique est né à Copenhague, autour du forum alternatif qui a réuni 50 000 personnes, et autour de manifestations de rue massives. Malgré cette mobilisation internationale, malgré l'urgence climatique, malgré l'attente des peuples, le sommet de l'ONU de 2009 à Copenhague s'est achevé sur un échec.

Plus de 30 000 participants se sont réunis en Bolivie à Cochabamba en avril 2010 ; ils ont adopté un appel qui formule les exigences indispensables à un accord international sur le climat juste, ambitieux et véritablement contraignant. Les propositions de ce sommet des peuples ont été jointes aux textes préparatoires au sommet de l'ONU de Cancun au Mexique.

#### Cancun, la bulle caraïbe

Un an après Copenhague, la bulle climatique enfle encore. Au Moon Palace, où se déroulent les négociations dans un cadre irréel et parfaitement kitsch, loin des rencontres des mouvements sociaux et du sol mexicain, le climat semble chose abstraite, hors sol.

Au moment où ce papier est écrit, un premier texte de la présidence mexicaine est présenté comme ébauche de résultat final, dix minutes avant l'assemblée plénière de la conférence des parties, dans laquelle plusieurs délégations se sont inquiétées du manque de transparence de la négociation.

Les objectifs de réduction des émissions réelles ne semblent plus être le sujet central des discussions. Ils sont abandonnés par tous ceux qui ne les atteindront pas et qui savent que leurs propositions cumulées, celles qu'ils ont déclarées sans engagement après « l'accord » de Copenhague, signifieraient un réchauffement global de la planète de 3 °C à 5 °C. Mais ils sont aussi abandonnés, au nom du « pragmatisme » : ne pas parler des choses qui fâchent pour avancer sur des sujets précis, la lutte contre la déforestation et la création d'un fonds vert. Soit, mais de la même façon que le néolibéralisme a retourné le mot réforme, en faisant des causes des crises les solutions pour les résoudre, le « pragmatisme » conduit souvent à des solutions qui ne font que poursuivre la dégradation de la planète et de l'atmosphère : la planète réelle mène la vie dure aux bonnes intentions. Agrocarburants, séquestration du carbone, marchés du carbone, attestent les échecs successifs des fausses solutions. Le projet de texte, qui laisse ouvertes plusieurs options pour la négociation, est encore plus imprécis en matière de réduction que celui de Copenhague ; il ne fixe même plus de date pour atteindre l'objectif d'un réchauffement maximum de 2 °C ! Le Venezuela et la Bolivie, applaudis par une part de l'assemblée, ont vivement dénoncé ce nouveau recul, relayés par les États insulaires et le représentant du G7 plus la Chine. L'ambassadeur de la Bolivie aux nations unies, Pablo Solon, a souligné qu'aucune négociation officielle n'avait porté sur les chiffres de réduction dans cette première semaine de négociations.

#### **Des marchés du carbone sans le protocole de Kyoto ?**

Paradoxalement, le Japon, suivi par d'autres pays de manière plus ou moins explicite, en annonçant clairement sa volonté d'en finir avec le protocole de Kyoto et de renoncer à toute idée de traité contraignant pour les pays industriels, a relancé la discussion. Les pays latino-américains regroupés dans l'ALBA, ont réagi vivement, en signifiant à la fois leur volonté d'avancer dans le processus de négociation et l'impossibilité de le faire sans un cadre qui délimite les responsabilités et les engagements et permette une nouvelle phase d'engagements pour les pays industriels après 2012. L'Union européenne manie toujours le double discours : une volonté affichée de s'engager dans une deuxième phase du protocole, d'« examiner » la poursuite du processus tout en demandant un accord contraignant engageant les « plus grandes économies du monde ». Autant dire, un renoncement au contenu du protocole, dans sa partie la plus politique : la reconnaissance de fait d'une dette écologique des pays industriels. La préoccupation européenne est ailleurs :

sauver du protocole les mécanismes de flexibilité et le marché du carbone dont l'inefficacité écologique est pourtant attestée par de nombreux rapports.

### **Le fonds vert en panne**

La bulle atteint précisément son comble en matière de financement de la lutte contre le changement climatique. La crise financière aidant, les négociations se poursuivent sans qu'un centime réel soit posé sur la table et sans rien ajouter de plus que ce qui était conclu à Copenhague. On parle donc de sommes virtuelles, qui en l'absence d'engagements des États, ne pourraient venir que de la réorientation d'aides déjà existantes ou du secteur privé, via les marchés du carbone notamment. Les pays du Sud demandent un engagement financier obligatoire et additionnel des États de l'ordre de 1,5 % du produit national brut. Mais pour cela, des ressources nouvelles doivent être levées ; c'est pourquoi une taxe sur les transactions financières, qui ne fait pas partie des discussions du Moon Palace, permettrait à la fois la lutte contre la spéculation et la possibilité pour les États de retrouver des marges de manœuvre pour le financement de l'adaptation au changement climatique et de la réduction des émissions.

### **La Banque mondiale aux avant-postes**

Et ce qu'on appelle le pragmatisme est soumis à rude épreuve face à l'intransigeance de la finance internationale, qui par des canaux divers, refuse de voir la création d'un fonds vert mondial sous la responsabilité des Nations unies : la Banque mondiale pourrait être définitivement promue comme administratrice de ce fonds. Autant dire que cette position est inacceptable pour plusieurs raisons : cette banque ne finance que des projets de grande taille financière, excluant donc les milliers de projets locaux sans lesquels la transition ne sera pas possible, elle est engagée dans des projets désastreux sur un plan écologique et social et constitue plutôt le problème que la solution ; enfin cette institution n'est qu'un canal financier qui pratique des prêts au lieu des dons pourtant essentiels pour tous les pays, déjà souvent très endettés et qui doivent de surcroît se battre contre les catastrophes climatiques, dont ils ne portent pas la responsabilité.

À moins d'attendre l'éclatement de la bulle avec des catastrophes majeures, le retour du réel et celui d'un véritable pragmatisme ne pourront se réaliser que par la pression des sociétés et des mouvements sociaux, présents ici loin des négociations. Une présence paradoxale dans cette ville véritable enclave ou plutôt verrue transnationale.

[Geneviève Azam, conseil scientifique d'Attac-France]

### **\*\* *Jusqu'ici* : liaisons suspendues ?**

Retour enthousiaste sur l'expérience collective d'un hebdomadaire de lutte pendant le mouvement contre la réforme des retraites

### **Généalogie d'un journal de lutte**

Le mercredi 20 octobre 2010, nous étions quatre membres de l'équipe de la revue Z (1) à nous réunir pour discuter du contenu et du lieu d'itinérance du prochain numéro. Dehors, le mouvement contre la réforme des retraites s'amplifiait, l'idée de blocage se répandait, les directions syndicales feignaient une énième grande jonction, l'envie de révolte gagnait plusieurs fronts – dehors, le train des échanges marchands était ralenti dans sa course au progrès, par la foule des gens ordinaires qui désirent et imaginent d'autres formes sociales. Nous aussi, nous devons arrêter notre train-train et participer à ce mouvement. Nous avons donc lancé un appel (2) pour la création d'un bulletin temporaire de lutte, une manière de renouer avec des pratiques de presse jusqu'ici délaissées (3), une façon de mettre nos expériences à l'unisson de celles et ceux qui, en mouvement, s'opposent à la privatisation de l'existence et des liens sociaux.

Deux jours plus tard, notre crainte d'avoir lancé en vain une bouteille à la mer fût balayée par l'arrivée disparate de personnes désireuses de participer à ce nouvel hebdomadaire. Un régisseur de spectacles, des correcteurs de presse, un artiste dessinateur, une intermittente graveuse, un journaliste venu d'un quotidien espagnol, un consultant marketing, des chômeurs et précaires du coin... autant de personnes au visage familier, aperçues furtivement ou inconnues, venues pour construire un journal qui fasse sens en... quatre jours.

*Jusqu'ici* venait d'être créé, et ce n'était ni la revue Z version accélérée, ni la somme des individus présents ce jour-là. C'était le début d'une expérience collective qui, comme tant d'autres, n'aurait jamais existé sans l'apparition d'un mouvement de masse contre la politique de terre brûlée menée par des technocrates, des managers cocaïnés et leur sinistre armée de complaisants, à l'encontre de ce qui continue de vivre, de rire et de pousser sur cette terre.

Le dimanche 24 octobre, les premiers coups de fil et mails partaient en direction de toutes les villes de France où nous connaissions quelqu'un susceptible d'écrire sur ce qui se passait : Nantes, Rennes, Alès, Toulouse, Limoges, Marseille, Albi, Strasbourg, Lille, etc. Des canards indépendants (*CQFD*, *La lettre à Lulu*, *Basta !*, *Fakir*, *Article XI*, *Le Sabot*), des photographes (comme des membres du collectif Contre-faits), des professeurs, des ouvriers, des étudiants, des chômeurs : ils

ont été nombreux à bien vouloir jouer le jeu. Un *Jusqu'ici*-Lyon s'est même spontanément créé, proposant un atelier d'écriture ouvert sur le mouvement en cours.

Il a fallu apprendre à travailler ensemble, ne pas hésiter à faire des nuits blanches, trouver un imprimeur capable lui aussi de mettre la routine entre parenthèses, choisir des textes (en plus de ceux commandés), en refuser, et trouver des images.

Le mercredi soir, avec quatre heures de retard, le « bon à tirer » partait pour impression. Le bulletin serait prêt le lendemain, en 5 000 exemplaires, pour être distribué en manif', et diffusé dans quelques villes et campagnes par punk-poste (4). Nous avons choisi un format simple, du A3 plié en deux, pour que chacun, où qu'il soit, puisse sans peine reproduire le bulletin. Pendant que Libération ou Rue 89, surtout soucieux de rentrer dans des comptes d'épiciers sur le nombre de manifestants, rechignaient à remplir une page (web) sur les actions en cours, nous avons récolté en quatre jours trente-deux pages de témoignages, de récits, d'analyses, de photos, de brèves sur les blocages, les assemblées générales, les piquets de grève volants, les caisses de solidarité...

### **Un quotidien de luttes, au-delà de son entrée en scène**

Dans l'équipe de *Jusqu'ici*, certains assuraient une permanence dans notre local, pour recevoir, coordonner, relire les textes et témoignages reçus, d'autres allaient rencontrer les grévistes de la déchetterie d'Ivry, ou participer au blocage d'un dépôt de bus à Bagnolet... Une poignée prenait contact avec les grévistes de la raffinerie la plus proche et leur amenait une miche de pain de 7 kg (une boulangerie autogérée venait de se créer à Montreuil).

Là, à Grandpuits, au pied des cheminées à pétrole, nous avons croisé les rapaces de l'information (5), pointant micros et caméras, dont l'unique but semblait de rétrécir la pluralité des colères et des formes de rébellion à un simple enjeu de pénurie d'essence.

En l'appauvrissant, les journalistes pouvaient enfin « raffiner » la réalité : la transformer en produit marchandisable de mass media. Avec cette réalité simpliste, le pouvoir en place pouvait mettre en scène les luttes dans un scénario sous contrôle : les regards se concentreraient sur une guerre du pétrole que les directions syndicales serviles, le patronat complaisant et quelques CRS suffiraient à neutraliser.

Les rédacteurs et illustrateurs de *Jusqu'ici*, en tous lieux, ne parlaient pas seulement de raffinerie, mais de zones commerciales bloquées, de lycéens mutilés au flashball, de liaisons prometteuses entre ouvriers, chômeurs, et étudiants, de paysans venus ravitailler des piquets de grève, de critique de la société industrielle, de Pôles emploi transformés en AG, de parents d'élèves s'organisant avec leurs enfants et instituteurs grévistes, de coopératives solidaires, de drapeaux PS brûlés et autres locaux UMP murés ou vandalisés...

### **Des puissances sorties de la retraite**

Avec *Jusqu'ici*, nous avons senti, comme beaucoup d'autres, une puissance, jusqu'ici léthargique, qui jaillissait soudain avec une force neuve. Ce mouvement d'octobre 2010 ne fut pas seulement une colère contre la réforme crapuleuse des retraites, qui accélère le désastre social en cours ; nous avons aussi profité de ce moment de ralentissement général pour nous connaître, nous reconnaître, pour créer des liens et des outils. Autant de pratiques acquises, qui sont à réactiver et à cultiver pour la suite.

Que ce soit pour *Jusqu'ici* ou pour d'autres morceaux des luttes à venir, nous avançons, avec des discussions qui s'amorcent et que nous devons approfondir : les questions du temps libre, des cultures communes, de la société industrielle, du sens de la production, de l'évolution du monde du travail, des territoires d'ancrage d'une lutte, etc. : toutes ces liaisons dangereuses entre milieux séparés – à décloisonner.

Il nous reste du travail à accomplir : récolter les récits de celles et ceux qui subissent ce système ou le combattent, aller à la rencontre des univers de contestation qui nous sont inconnus, rester en dehors de la forme classique du parti et de la bureaucratie, refuser avec entêtement les postures agressives et méprisantes de la pureté révolutionnaire.

Nous pouvons nous sentir forts et grandis du mouvement qui vient de passer ; il nous reste à envisager la suite, à raccrocher nos engagements aux plaisirs de la rencontre et du « faire ensemble ». *Jusqu'ici*, avec d'autres outils et liaisons, est là, en cellules dormantes, prête à ressurgir et à s'épaissir.

(1) Z est une revue itinérante de critique sociale qui, pour chaque numéro, voit son équipe s'installer sur un territoire pendant un mois ou deux ; le temps de rencontrer celles et ceux qui décident de s'organiser par eux-mêmes face à l'administration de l'existence et à la confiscation des espaces de liberté. Le Tarn, Amiens, Marseille, Nantes, Z en est à son quatrième numéro semestriel. Plus d'information : [www.zite.fr](http://www.zite.fr).

(2) Voir [www.millebords.org/spip.php?article15425](http://www.millebords.org/spip.php?article15425).

(3) Action, Les cahiers de mai, L'enragé, etc.

(4) Le système Punk-poste consiste à déposer une pile de journaux dans un train pour qu'elle soit

récupérée à bon port, ou de profiter d'un covoiturage ou du trajet en voiture d'une connaissance pour effectuer une livraison.

(5) Voir la très intéressante série de 10 épisodes sur la grève à Grandpuits, filmée par Les Mutins de Pangée, intitulée « La grève de l'or noir à Grandpuits » (octobre 2010 : <http://www.lesmutins.org>).

#### Du temps de papier repris aux fantômes de l'urgence

Deux numéros de *Jusqu'ici* sont là, « inscrits », sont passés de mains en mains, ont été vus, touchés, lus, diffusés. Ils ont donné lieu à une parole partagée entre ceux qui l'ont fait et ceux qui l'ont reçu. Ils sont encore là, quelque part à disposition chez les gens. Actuels, pas virtuels. Posés là, « inscrits » dans le temps.

La presse papier du capital intégré, c'est une forme de mort lente animée de slogans, de statistiques, de mensonges et de pieux oublis. Nous, on n'oubliera pas. D'autant moins que le mouvement continue aujourd'hui, sourd aux journaux du spectacle diffus qui l'ont enterré dans leur mutisme pleutre. Par dizaines, et partout en France, de la feuille de chou à la gazette, du tract à l'appel circonstancié, du bulletin au journal périodique : « inscrits » dans le temps, sont réapparus ces curieux objets qu'on peut conserver, parcourir facilement par le début ou par la fin, non linéaires, pour lesquels on n'a pas besoin d'écran ni d'électricité...

Une adresse à la vue, à la mémoire non immédiate, à la pensée plus lentement mise en œuvre. Grâce au papier, une information ne chasse plus l'autre. Ce mouvement a trouvé un support à ses formes multiples, branché sur les témoignages des actions, sur des récits dignes qu'on s'en souvienne. Le papier, dans sa temporalité variable, redonne – comme une lettre diffère l'attente – l'impatience du nouveau, repose la question « que s'est-il passé ? » ; relance par les témoignages, le désir de rejoindre, de répondre, de reprendre à son niveau une action à laquelle on n'aurait pas forcément osé penser. Une forme de lyannaj, de coordination qui prend le temps dans l'urgence.

#### Errata:

Dans le numéro 2 de *Jusqu'ici*, les légendes de l'article « Armes de dissuasion massive » parlaient de bombes explosives alors qu'il s'agit de grenades.

Le numéro 1 de *Jusqu'ici* proposait une analyse des événements du 18 au 22 octobre centrée sur l'« absurde déploiement de force » de la police destiné à produire l'image d'une « maîtrise totale et invincible ». Depuis Lyon, [quelques-un.es](http://quelques-un.es) trouvent que ce point de vue donne à la police le crédit qu'elle recherche, en oubliant le rapport de force qui a été instauré dans la rue. Si le duo « saturation de l'espace et sidération des participants » identifié par David Dufresne est bien un objectif de la police, la semaine lyonnaise peut être d'abord vue comme une séquence où cette stratégie a été mise à mal. Quand des jeunes aux airs de gentils contestataires viennent faire face aux flashballs les mains en l'air, quand les gaz lacrymogènes sont rejetés par la foule sur la police, la gestion policière de l'espace est en difficulté. Quand ce sont des milliers de personnes qui tiennent la rue, elles ne se laissent pas sidérer si facilement. Quand les métros ne circulent plus, qu'il faut franchir des barrages pour faire ses courses, l'ordre marchand, que la police se fait une priorité de protéger, est bien mal en point. L'opération raciste de la prison-Bellecour gagne à être analysée dans ce contexte. Et du spectacle offert aux télévisions, il ne faut pas oublier la part de désarroi des commerçants et des « responsables » face à cette révolte : note pour plus tard.